ENTRE JUSTICE ET JUSTICIABLES

**Les auxiliaires de la justice
du Moyen Âge au XX^e siècle**

Sous la direction de
Claire Dolan

LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL
2005

Les presses de l'Université Laval reçoivent chaque année de la Société de développement des entreprises culturelles du Québec une aide financière pour l'ensemble de leur programme de publication.

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition pour nos activités d'édition.

Conception et mise en pages : Diane Mathieu

Graphisme de la couverture : Hélène Saillant

Illustration de la couverture : Cliché, Bibliothèque nationale de France, Paris.
Sébastien Brant, *Le nef des folz du monde*, Paris,
J. Philipps Manstener et G. de Marnef, 1497, fol.
LXIII M1.

© LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL, 2005

Tous droits réservés. Imprimé au Canada

Dépôt légal 3^e trimestre 2005

ISBN : 2-7637-8268-X

Distribution de livres UNIVERS

845, rue Marie-Victorin

Saint-Nicholas (Québec)

Canada G7A 3S8

Tél. (418) 831-7474 ou 1 800 859-7474

Télec. (418) 831-4021

Table des matières

Remerciements et choix éditoriaux	13
Introduction	
Regards croisés sur les auxiliaires de justice, du Moyen Âge au XX ^e siècle	
Claire Dolan	15

PREMIÈRE PARTIE

AUXILIAIRES DE JUSTICE PAR FONCTION

I. Les exécutants et la main-forte

Licteurs, sergents et gendarmes :
pour une histoire de la main-forte

Robert Jacob	37
--------------------	----

a) Les sergents

Être sergent du roi de la prévôté
de Saint-Quentin à la fin du Moyen Âge

Sébastien Hamel	55
-----------------------	----

Les sergents du Châtelet ou la naissance de la police
parisienne à la fin de Moyen Âge

Valérie Toureille	69
-------------------------	----

Les sergents de ville en France du Nord
et aux Pays-Bas au XVIII^e siècle : évolution
d'un métier et d'une pratique sociale

Catherine Denys	85
-----------------------	----

b) Les commissaires et la police	
Le commissaire Delamare et son <i>Traité de la police</i> (1639-1723)	
Nicole Dyonet	101
Le métier de commissaire : bon juge et « mauvais » policier ? (Paris, XVIII ^e siècle)	
Vincent Milliot	121
Policer la promenade : les Champs-Élysées au XVIII ^e siècle	
Laurent Turcot	137
Les officiers de police judiciaire sous le Directoire : des auxiliaires de justice protecteurs des libertés individuelles	
Emmanuel Berger	157
Prévention des conflits et régulation sociale : le rôle d'un commissaire de police dans une banlieue industrielle au début du XIX ^e siècle	
Anne Desjardins et Éric Wauters	175
Les relations entre les gendarmes, auxiliaires de justice en milieu rural, et les citoyens en Isère, de 1800 à la fin des années 1830	
Marie-Cécile Thorat	193
c) Les gardes forestiers et les huissiers	
Exercice d'équilibre. Gardes forestiers, autorité seigneuriale et société rurale au XVIII ^e siècle	
Hamish Graham	213
L'intermédiaire entre la justice et les justiciables : l'huissier de justice dans le duché de Lorraine et de Bar au XVIII ^e siècle	
Anne-Claire Claudel	227
Huissiers et gardes forestiers en Guyenne au XVIII ^e siècle à travers les délits forestiers : une même difficulté à faire le « dû de leur charge » ?	
Philippe Crémieu-Alcan	245
d) Les bourreaux	
En marge de la Cité, en marge de la Justice : le bourreau dans la province de Brabant (1810-1867)	
Jérôme de Brouwer	261

II. Parler et écrire pour les justiciables : avocats, procureurs, greffiers, notaires

a) Économie et société : les auxiliaires de justice en Angleterre et en France

Lawyers as Intermediaries Between People and Courts: Some Reflections on the English Experience (c. 1450-1800)	
Christopher W. Brooks	279
Les auxiliaires de justice du Châtelet de Paris : aperçus sur l'économie du monde des offices ministériels (XVI ^e -XVIII ^e siècle)	
Robert Descimon	301
b) Les avocats : représentation et politique	
Des « sacrificateurs » au milieu des hommes : les avocats au temps des troubles de religion	
Bruno Forand	327
Representing the City: <i>Avocats</i> and the Negotiation of Municipal Authority in Seventeenth-Century France	
Michael P. Breen	347
La défense des séditieux au XVIII ^e siècle à Genève : instrument de négociation et de représentation politique	
Françoise Briegel	365
c) Les auxiliaires de justice au Canada français et l'exemple des avocats	
Judicial Auxiliaries Across Legal Regimes: From New France to Lower Canada	
Donald Fyson	383
Appartenance ethnique, culture juridique et représentation devant la justice civile de Québec à la fin du XVIII ^e siècle	
Jean-Philippe Garneau	405
La transformation de la profession d'avocat au Québec, 1840-1900	
Sylvio Normand	425

« Ces messieurs du droit, dignes disciples de Thémis » :
l'identité professionnelle des futurs avocats selon les journaux
étudiants de deux universités québécoises, 1920-1980

Mélanie P. Brunet 441

d) Les procureurs et la justice civile

Les procureurs, intermédiaires entre la justice et les familles :
l'exemple des comptes de tutelle à la fin du XVI^e siècle

Claire Dolan 461

L'art de louvoyer dans le système judiciaire de l'Ancien
Régime : le procureur et la procédure civile

Isabelle Carrier 479

Le procureur fiscal et son rôle dans
la protection des mineurs orphelins

Sylvie Perrier 491

e) Les notaires : auxiliaires de justice et société

Les notaires de cour dans le comté de Provence
et la justice à la fin du Moyen Âge

Jean-Luc Bonnaud 505

Notariat en Provence au XVI^e siècle :
une justice de proximité ?

Gabriel Audisio 519

Le notaire et la guerre : l'exemple des notaires
dauphinois pendant les guerres de Religion

Stéphane Gal 533

Maître en sa maison : le notaire marseillais
et ses dépendants à la fin du Moyen Âge

Francine Michaud 547

Un notable hédoniste à la fin du XVIII^e siècle.
Pierre-Philippe Candy, notaire de Crémieu en Dauphiné

René Favier 561

DEUXIÈME PARTIE AUXILIAIRES DE LA JUSTICE OU AUXILIAIRES DE JUSTICE ?

I. Le clergé, un auxiliaire sans fonction ?

Des lois du roi au sang du Christ. Le clergé paroissial,
auxiliaire précieux de la justice d'Ancien Régime

Éric Wenzel 583

II. Des auxiliaires au service de la concorde

Le baile du seigneur et la résolution des conflits
à la fin du Moyen Âge

Patricia MacCaughan 601

L'arbitre, intermédiaire de justice
en Bourgogne vers la fin du XVIII^e siècle

Jeremy Hayhoe 617

Les Consistoires réformés et le pluralisme
des instances de régulation des conflits (Genève, XVI^e siècle)

Christian Grosse 627

Le double jeu des auxiliaires de la justice
dans les tumultes villageois : l'exemple des jurations
en Lorraine du sud (XV^e-XVI^e siècles)

Jean-Claude Diedler 645

La professionnalisation de l'appareil juridique
de l'État en Valachie au XVII^e siècle : les équipes
de « boyards compteurs »

Oana Rizescu 661

Magistrats ou auxiliaires ? Les suppléants
de paix en France au XIX^e siècle

Jean-François Tanguy 679

Les auxiliaires juristes et maçons de la Chambre des Bâtiments :
subalternes ou suppléants pour une justice idéale ?

Robert Carvais 697

III. Les savoirs professionnels au service des juges : les experts

Sage-femme, chirurgien, médecin : les légistes
de l'Ancien Régime, auxiliaires de justice.

Michel Porret	719
Les médecins et la pratique de l'expertise en Seine-Inférieure au XIX ^e siècle	
Marina Daniel	737
Le scandale expertal. Les experts judiciaires et l'opinion publique : l'exemple de la France (fin XIX ^e - début du XX ^e siècle)	
Frédéric Chauvaud	755
The Certification of Insanity in Nineteenth-Century England and Ontario: Medical Men as 'Judicial Auxiliaries'	
David Wright	773
Making Sense and Doing Justice: Exploring Criminal Justice Interpretations of Psychiatric Evidence in Early-20 th Century Canadian Murder Trials	
Kimberley White	789
Les ingénieurs experts judiciaires en France au XXI ^e siècle	
Françoise Chamozzi	805
Les auteurs	821

Remerciements et choix éditoriaux

Cet ouvrage est le résultat d'un colloque qui s'est tenu à Québec du 15 au 17 septembre 2004, sur le thème *Les auxiliaires de la justice, intermédiaires entre la justice et les populations, du Moyen Âge à la période contemporaine*. Les communications retenues par le comité scientifique ont d'abord été publiées avant la rencontre, et ensuite discutées à l'occasion du colloque. Bien que cet ouvrage ne comprenne pas toutes les communications présentées au colloque, les articles qui le composent doivent beaucoup aux échanges auxquels ce dernier a donné lieu. Les discussions ne sont pas rapportées ici, mais elles ont nourri chacun des textes de cet ouvrage.

Le choix des articles a bénéficié de l'avis précieux de Pascal Bastien, professeur à l'Université du Québec à Montréal et de Donald Fyson, professeur à l'Université Laval (Québec). Laurier Turgeon, professeur à l'Université Laval et directeur de la collection Intercultures aux Presses de l'Université Laval, a accueilli avec enthousiasme l'ouvrage dans la collection qu'il dirige et nous a soutenus avec efficacité et compétence. Le Centre interuniversitaire d'Études sur la Langue, les Arts et Traditions (CELAT), par l'intermédiaire de son directeur, Marcel Moussette, et de son coordonnateur, Gervais Carpin, nous a offert une collaboration indispensable. Anne-Hélène Kerbirou a procédé à la relecture des textes en français, Steven Watt a fait de même pour les textes en anglais, tandis que Diane Mathieu a effectué le travail de mise en pages. Que tous et toutes soient ici remerciés !

Parmi les quarante-six articles qui composent cet ouvrage, cinq sont en anglais. Pour respecter l'intégrité de ces derniers textes, nous avons choisi de ne pas les traduire en français, de conserver les caractéristiques de présentation propres à leur langue (forme des guillemets, etc.) et d'en présenter l'appareil scientifique selon des normes qui diffèrent de celles utilisées pour les textes en français, mais qui respectent davantage les habitudes des publications scientifiques anglophones.

juges subalternes ordonnent que le demandeur et le défendeur utilisent l'arbitrage, et qu'ils retournent après en justice. Loin de représenter une structure infra-judiciaire en concurrence avec la justice officielle, les arbitres sont des intermédiaires entre les juges et le peuple. Libérés en partie de ce travail d'évaluation, de vérification de reçus, d'addition et de division, les juges peuvent alors passer l'essentiel de leur temps à juger.

Plusieurs Sous l'Ancien Régime, le recours au juge n'était pas le seul moyen de résoudre un conflit ou de trancher un désaccord. En réalité, ni la justice, ni l'État central, n'ont voulu monopoliser la résolution des conflits, sauf pour les affaires du grand criminel. Confrontés à ce qu'ils ont pris l'habitude d'appeler « l'infrajudiciaire²⁰ », les historiens ont eu tendance à y voir la preuve que les juges maîtrisaient mal la résolution des conflits et que les populations préféraient à tout prix éviter le contact avec la justice. Cette vision des relations entre la justice officielle et les populations a été élaborée dans le contexte des études sur la criminalité dans les grandes justices des bailliages et des parlements, mais elle explique mal pourquoi et comment les villageois font appel à la justice de première instance dans les villages. Pour résoudre leurs disputes et se faire payer leurs créances, les villageois font régulièrement appel au juge seigneurial, mais ils utilisent aussi, souvent en même temps, une multitude d'autres formes de résolution de conflit, comme l'arbitrage, la médiation et la transaction privée devant notaire. Les juges, pour leur part, acceptent volontiers l'intervention de plusieurs personnes qui aident les parties à résoudre leurs disputes civiles et les affaires du petit criminel. Au lieu de représenter les failles d'un système judiciaire détesté et méprisé²¹, l'utilisation fréquente de méthodes extra-judiciaires de résolution de conflit, sous le contrôle des magistrats et des juges, dans les affaires autres que le grand criminel, devrait plutôt être vue comme la preuve d'une grande flexibilité du système judiciaire²².

²⁰ Voir les publications du colloque, Benoît Garnot (éd.), *L'infrajudiciaire du Moyen Âge à l'époque contemporaine*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 1996, 477 p. Je partage en gros les réticences de Patricia MacCaughan par rapport à l'utilisation du concept d'infrajudiciaire et je souligne, comme elle, la nature plutôt « circulaire que verticale ou hiérarchique » des rapports entre la justice et les moyens moins formels de résolution de conflit. Voir dans ce volume, la contribution de Patricia MacCaughan, « Le baile du seigneur et la résolution des conflits à la fin du Moyen Âge ».

²¹ Nicole Castan, *Justice et répression en Languedoc à l'époque des lumières*, Paris, Flammarion, 1980, p. 14-15 et *passim*.

²² Christian Grosse indique aussi l'importance et le rôle d'une grande variété de modalités de résolution de conflits. Christian Grosse, « Les Consistoires réformés et le pluralisme des instances de régulation des conflits (Genève, XVI^e siècle) », dans ce volume.

Les Consistoires réformés et le pluralisme des instances de régulation des conflits (Genève, XVI^e siècle)

Christian Grosse

Depuis les travaux qui, au début des années 1980, ont montré qu'à l'époque moderne une partie non négligeable des litiges échappaient à la connaissance des institutions judiciaires parce qu'ils faisaient l'objet d'accords à l'amiable, il est devenu plus clair que les sociétés occidentales de la première modernité disposaient d'un large éventail d'instances pouvant être sollicitées par des parties impliquées dans un conflit quelconque en vue de la résolution de leur contentieux. Des études, dont le nombre va croissant, ont permis d'identifier plus précisément ces instances et, dans une certaine mesure, de caractériser les modalités de leurs interventions dans les dynamiques conflictuelles : nobles et seigneurs locaux¹, magistrats municipaux², juges³,

¹ Nicole et Yves Castan, « Une économie de justice à l'âge moderne : composition et dissension », *Histoire, Économie et Société*, 1982, vol. 3, p. 362 ; Jim A. Sharpe, « "Such disagreement betwix neighbours" : litigation and human relations in early modern England », dans John Bossy (éd.), *Disputes and settlements. Law and human relations in the West*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, p. 184 ; Jean-François Poudret, « Deux aspects de l'arbitrage dans les pays romands au Moyen Âge : arbitrabilité et le juge-arbitre : doctrine », *Revue de l'arbitrage*, 1999, vol. 1, p. 14 ; Stuart Carroll, « The peace in the feud in sixteenth- and seventeenth-century France », *Past and Present*, 2003, vol. 178, p. 98. Je remercie Salomon Rizzo pour sa lecture et les corrections qu'il a apportées à ce texte.

² Benoît Garnot, *Justice et société en France aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles*, Gap, Orphys, 2000, p. 111.

³ Xavier Rousseaux, « De la négociation au procès pénal : la gestion de la violence dans la société médiévale et moderne (500-1800) », dans P. Gérard, F. Ost, M. Van de Kerchove (éd.), *Droit négocié, droit imposé*, Bruxelles, Facultés universitaires Saint Louis, 1996, p. 292.

notaires⁴, avocats⁵, membres du clergé à tous les niveaux de la hiérarchie ecclésiastique⁶, responsables de quartier dans les villes⁷, institutions spécialisées telles que les « apaiseurs » des Flandres⁸ ou les commissions de paix instituées en Italie⁹ et en Angleterre¹⁰, et plus généra-

⁴ Castan, « Une économie de justice... », p. 362 ; Alfred Soman, « L'infra-justice à Paris d'après les archives notariales », *Histoire, économie et société*, 1982, vol. 3, p. 369-375 ; Robert Muchembled, *Le temps des supplices. De l'obéissance sous les rois absolus. XVI^e-XVIII^e siècle*, Paris, Armand Colin, 1992, p. 196 ; Françoise Bayard, « L'infrajudiciaire et l'économie. De quelques exemples lyonnais et parisiens du règlement des faillites aux XVI^e et XVII^e siècles », Benoît Garnot (dir.), *L'infrajudiciaire du Moyen Âge à l'époque contemporaine*, Actes du colloque de Dijon, 5-6 octobre, 1995, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 1996, p. 361-372 ; Gilbert Largier, « "À l'imitation de notre Seigneur Dieu Jésus-Christ". Pardons catalans », dans Garnot (dir.), *L'infrajudiciaire du Moyen Âge...*, p. 405-418 ; Jean-François Poudret, *Coutumes et coutumiers. Histoire comparative des droits des pays romands du XIII^e à la fin du XVI^e siècle*, Partie I : *Les sources et les artisans du droit*, Berne, Stämpfli Editions, 1998, p. 327 ; Stéphane Trayaud, « Notariat et infrajustice : le rôle de médiation du notaire sous l'Ancien Régime à travers la pratique de Pierre Thoumas de Bosmie, notaire royal à Limoges (1735-1740) », dans Frédéric Chauvaud (dir.), *Histoire et justice. Panorama de la recherche sur la justice*, le Temps de l'histoire, hors-série, nov. 2001, p. 207-220.

⁵ Craig Muldrew, « The culture of reconciliation : community and the settlement of economic disputes in early modern England », *The Historical Journal*, 1996, vol. 39, n° 4, p. 937.

⁶ Nicole Castan, *Justice et répression en Languedoc à l'époque des Lumières*, Paris, Flammarion, 1980, p. 29 ; Alfred Soman, « Deviance and criminal justice in Western Europe, 1300-1800 : an essay in structure », *Criminal Justice History*, 1980, vol. 1, p. 18 ; John Bossy, « Postscript », dans *Disputes and settlements...*, p. 290 ; Sharpe, « "Such disagreement..." », p. 184 ; Susan Brigden, « Religion and social obligation in early sixteenth-century London », *Past and Present*, 1984, vol. 103, p. 80 ; Rousseaux, « De la négociation au procès... », p. 292 ; Jean Queniat, « Recteurs et régulation sociale en Bretagne au XVIII^e siècle », dans Garnot (dir.), *L'infrajudiciaire...*, p. 231-240 ; Éric Wenzel, « Le clergé diocésain d'Ancien Régime au cœur de l'infrajudiciaire : l'exemple de la Bourgogne aux XVIII^e et XVIII^e siècles », dans Garnot (dir.), *L'infrajudiciaire...*, p. 248 ; Poudret, « Deux aspects de l'arbitrage... », p. 13 ; Garnot, *Justice et société...*, p. 111 ; Carroll, « The peace in the feud... », p. 89-93.

⁷ Herman Roodenburg, « The "Hand of Friendship" : Shaking Hands and other Gestures in the Dutch Republic », dans Jan Bremmer et Herman Roodenburg (éd.), *Cultural history of gesture from Antiquity to the present day*, Cambridge, Polity Press, 1991, p. 173.

⁸ Catherine Clemens-Denys, « Entre justice subalterne et infrajustice, les apaiseurs des Flandres des origines au XVIII^e siècle ou la conciliation au service de la cité », dans Garnot, *L'infrajudiciaire...*, p. 257-271 ; Nicole Gonther, « Faire la paix : un devoir ou un délit ? Quelques réflexions sur les actions de pacification à la fin du Moyen Âge », dans Garnot, *L'infrajudiciaire...*, p. 46.

⁹ Andrea Zorzi, « Conflits et pratiques infrajudiciaires dans les formations politiques italiennes du XII^e au XV^e siècle », dans Garnot, *L'infrajudiciaire...*, p. 26.

¹⁰ Steve Hindle, « The Keeping of the Public Peace », dans Paul Griffiths, Adam Fox et Steve Hindle (éd.), *The Experience of Authority in Early Modern England*, New York, St Martin's Press, 1996, p. 218-219.

lement, parents, voisins et amis¹¹ apparaissent ainsi comme les figures privilégiées de la régulation extra-judiciaire des conflits. À l'époque même où ces phénomènes étaient mis en évidence, des historiens signalaient également que les consistoires constituaient dans les sociétés réformées un mécanisme important de résolution des conflits¹². Dans la lignée de ces premiers travaux, l'action consistoriale en faveur de l'apaisement des tensions sociales a entre-temps été étudiée de manière plus approfondie¹³. Appuyées essentiellement sur les registres consistoriaux, soucieuses de définir la sphère de compétence des consistoires et attentives à la dimension religieuse de leur activité, ces recherches ont cependant davantage analysé le travail pacificateur de ces institutions pour lui-même ou en regard de leurs différents domaines d'intervention plutôt qu'en comparaison avec les autres formes de régulation des conflits. Or, considérée sous cet angle, leur action se fonde dans l'ensemble des dispositifs de gestion des litiges qu'offre le fonctionnement social et institutionnel des sociétés de la pre-

¹¹ Muldrew, « The Culture of Reconciliation... », p. 923.

¹² Solange Bertheau, « Le Consistoire dans les Églises réformées du Moyen-Poitou au XVII^e siècle », in *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme Français* (ci-après : *BSHPF*), 1970, vol. 116, p. 332-359 et 513-549 ; Janine Estebe et Bernard Vogler, « La genèse d'une société protestante : étude comparée de quelques registres consistoriaux languedociens et palatins vers 1600 », in *Annales ESC*, 1976, vol. 31, n° 2, p. 362-388 ; Alfred Soman, « Le registre consistorial de Coutras, 1582-1584 », *BSHPF*, 1980, vol. 126, p. 193-228.

¹³ Douglas Catterall, « The Rituals of Reformed Discipline : Managing Honor and Conflict in the Scottish Church of Rotterdam, 1643-1665 », *Archiv für Reformationsgeschichte*, 2003, vol. 94, p. 194-222 ; Robert M. Kingdon, « Efforts to control hate in Calvin's Geneva », texte inédit, University of Haifa, 26 mars 1998 ; Charles Littleton, « Ecclesiastical Discipline in the French Church of London and the Creation of Community, 1560-1600 », *Archiv für Reformationsgeschichte*, 2000, vol. 92, p. 244-245, 260 ; Raymond A. Mentzer, « Le Consistoire et la pacification du monde rural », *BSHPF*, 1989, vol. 135, p. 373-389 ; *Idem*, « Sociability and culpability : conventions of mediation and reconciliation within the sixteenth-century Huguenot community », dans Bertrand Van Ruymbeke et Randy J. Sparks (éd.), *Memory and Identity : Minority Survival among the Huguenots in France and the Atlantic Diaspora*, Columbia, University of South Carolina Press, 2003, p. 45-57 ; Charles H. Parker, « The rituals of reconciliation : admonition, confession and community in the Dutch Reformed Church », dans Katharine Jackson Lualdi et Anne T. Thayer (éd.), *Penitence in the Age of Reformations*, Alersshot, Ashgate Publishing, 2000, p. 101-115 ; Heinrich R. Schmidt, « Pazifizierung des Dorfes - Struktur und Wandel von Nachbarschaftskonflikten vor Berner Sittengerichten 1570-1800 », dans Heinz Schilling (éd.), *Kirchenzucht und Sozialdisziplinierung im frühneuzeitlichen Europa*, Zeitschrift für Historische Forschung, Beiheft 16, Berlin, Duncker & Humblot, 1994, p. 105-110 ; *Idem*, *Dorf und Religion. Reformierte Sittenzucht in Berner Landgemeinden der Frühen Neuzeit*, Stuttgart, Gustav Fischer Verlag, 1995, p. 305-317 ; Margo Todd, *The Culture of Protestantism in Early Modern Scotland*, New Haven et Londres, Yale University Press, 2002, 450 p.

mière modernité. Dans un premier temps au moins, l'instauration des consistoires produit un élargissement de l'éventail des options accessibles aux parties pour la régulation de leurs contestations et provoque par conséquent un renforcement du pluralisme des instances d'intervention dans les conflits qui caractérise ces sociétés. Dès lors, l'objet de cette contribution consiste à tenter d'apprécier la place qu'occupe l'action consistoriale à l'intérieur de ce pluralisme, en examinant, à partir de l'exemple genevois, la manière dont s'articulent les interventions des diverses instances de régulation, la nature des conflits gérés par voie amiable, ainsi que les méthodes concrètes qu'adoptent ces instances. Cet examen devrait permettre d'évaluer dans quelle mesure il est pertinent de situer le consistoire parmi un ensemble d'instances qui auraient en commun de pouvoir être identifiées comme des « auxiliaires de la justice ».

Instauré en vertu des ordonnances ecclésiastiques adoptées en novembre 1541, et entré en fonction l'année suivante, le consistoire de Genève s'implique, dès les premiers mois de son activité, dans les conflits matrimoniaux, familiaux et sociaux qui sont portés à sa connaissance. Si la première année, ces cas représentent moins de 20 % des affaires dont il s'occupe, cette proportion se stabilise autour de 30 % à partir de 1546. Cela correspond *grosso modo* à la part que la majorité des consistoires réformés consacreront par la suite à cette activité¹⁴. Dans les premiers temps, son rôle, sur ce plan, ne repose cependant sur aucun fondement légal. Les ordonnances ecclésiastiques sont en effet muettes à cet égard. Deux textes donneront néanmoins, après quelques années d'exercice, une base juridique à la compétence du consistoire dans ce domaine. Les ordonnances s'appliquant aux Églises de la campagne genevoise, adoptées en mai 1547, stipulent en effet que « s'il y a haynes ou debatz entre aulcuns, le ministre, appellant avec luy [les] gardes, fera son devoir pour les accorder ». Elles ajoutent que « s'il n'y peult parvenir », l'affaire devra être renvoyée « par devant le Consistoire¹⁵ ». Cet article, à l'instar d'autres dispositions des mêmes ordonnances, structure les rapports entre le consistoire urbain et les représentants ecclésiastiques que sont le pasteur et les « gardes » dans les territoires ruraux, en instituant ces derniers comme une sorte de cour de première instance. Les ordonnances

¹⁴ Les proportions sont identiques dans l'Église française de Londres (Littleton, « Ecclesiastical Discipline... », p. 239) ; en France, elles varient entre 25 % et 50 % (Mentzer, « Sociability and culpability... », p. 47-8).

¹⁵ *Registres de la Compagnie des Pasteurs de Genève*, Jean-François Bergier et al., 13 vol., Genève, Droz, 1964-2001, t. I, p. 18.

matrimoniales, rédigées par Calvin en 1545 et ratifiées en 1561, définissent par ailleurs la procédure en cette matière, en prévoyant dans leur ultime article que les causes qui concernent le lien matrimonial et « non pas les biens, soient traictées en première instance au Consistoire, et que là s'il se peult faire appointment amyable il se face au nom de Dieu ». Elles ajoutent que s'il est « requis de prononcer quelque sentence juridique, que les parties soient renvoyées au Conseil avec déclaration de l'avis du Consistoire, pour là en donner sentence diffinitive¹⁶ ». Ici, ce sont les rapports de procédure entre le consistoire et le Petit Conseil, en tant qu'organe judiciaire, qui sont réglées, dans le sens où le texte définit que pour tout ce qui ne concerne pas la dimension matérielle d'un engagement matrimonial, la procédure démarre en première instance par une tentative de conciliation, confiée à la cour ecclésiastique ; l'échec de cette tentative provoque le renvoi à une deuxième instance, civile cette fois, qui en principe procède non par conciliation, mais par jugement¹⁷. En 1557 enfin, un édit codifie la pratique antérieure en prescrivant que le consistoire convoque chaque fidèle qui s'abstiendrait de communier par « inimitié » envers un adversaire afin de l'exhorter à « se reconcilier à sa partie¹⁸ ».

Les bases légales de l'action pacificatrice du consistoire genevois apparaissent finalement étroites. Elles ne légitiment ses compétences que de façon marginale, soit seulement pour les églises de campagne, soit seulement pour le droit matrimonial, soit encore dans le contexte de mesures destinées à remédier à l'abstention volontaire de la cène. En réalité, cette action repose en grande partie sur d'autres fondements. D'une part, elle tire sa légitimité à la fois de valeurs à connotations civiles comme la « bonne paix » ou le « bon voisinage », et de valeurs religieuses telles que la « charité », la « fraternité » ou la « concorde¹⁹ ». À cet égard, elle est conçue comme un travail que la communauté ecclésiastique réalise sur elle-même afin d'apaiser les tensions sociales, en particulier dans la perspective de la célébration de la communion où elle doit se présenter dans un état d'harmonie et d'unité

¹⁶ *Joannis Calvini Opera quae supersunt omnia* (ci-après *CO*), Guilielmus Baum, Eduardus Cunitz et Eduardus Reuss (éd.), 59 vol., Brunswick, Berlin, 1863-1900, t. 10, c. 44. La version des ordonnances matrimoniales adoptée en Conseil Général le 13 novembre 1561 ne modifie pas cet article sur le fond (*CO*, t. 10, c. 114).

¹⁷ Cornelia Seeger, *Nullité de mariage, divorce et séparation de corps à Genève, au temps de Calvin. Fondements doctrinaux, loi et jurisprudence*, Lausanne, Meta, 1989, p. 261-262.

¹⁸ *CO*, t. 10a, c. 118 (12 novembre 1557).

¹⁹ Sur ces valeurs, voir en particulier Schmidt, « Pazifizierung des Dorfes... », p. 105-110.

de la foi²⁰. Sur le plan de ses méthodes et des procédures qu'elle met en œuvre, elle reproduit et réinterprète en même temps un savoir-faire de la gestion des conflits par voie amiable et par l'intervention d'arbitres, qui est particulièrement bien enraciné dans la culture genevoise.

L'implantation de ce savoir-faire à Genève, comme dans la région, est en effet ancien. L'arbitrage y est attesté depuis le milieu du XII^e siècle et il devient par la suite « omniprésent dans les sources médiévales » des territoires correspondant à la Suisse romande actuelle²¹. La sphère des litiges dans lesquels il intervient y est également plus étendue qu'ailleurs, puisque des causes matrimoniales, qui sont alors en principe du seul ressort de l'Église, y font l'objet d'arbitrages²². À Genève, ces pratiques sont inscrites dans les franchises accordées à la cité par l'évêque Adhémar Fabri en 1387²³. Mais elles sont plus précisément codifiées et prennent également une valeur particulière dans le contexte de l'émancipation politique de la ville au début du XVI^e siècle. En 1527, les magistrats genevois instituent en effet un « Conseil de Paix », compétent en matière civile, qu'ils parviennent à faire approuver par l'évêque. À cette occasion, des règles de procédure sont édictées, pour les cas où une partie à un litige « demande paix, priant Mess[ieurs] les sindicques et leurs conseilz les vouloir appointer et accorder avecque sa partie adverse ». Ce « Conseil de Paix » est en fait institué afin de retirer aux représentants de l'évêque et du duc de Savoie leur pouvoir judiciaire dans la ville. À l'aide de la procédure amiable, devant laquelle ils contraignent les Genevois de porter tous leurs différends, les magistrats cherchent à ruiner les institutions judiciaires épiscopales et duciales en les privant de toutes les causes et des revenus qu'elles en tirent²⁴. Le processus de captation des pouvoirs judiciaires par la commune genevoise ainsi

²⁰ Cet aspect n'est pas analysé ici, voir à ce sujet : Christian Grosse, *Les rituels de la cène. Une anthropologie historique du culte eucharistique réformé à Genève (XVI^e-XVII^e siècles)*. Thèse de doctorat, Université de Genève, 2001, p. 646-744.

²¹ Poudret, « Deux aspects de l'arbitrage... », p. 4 ; *Idem*, *Coutumes et coutumiers...*, p. 327. Voir aussi H. Janeau qui souligne, à la suite d'un autre auteur, le « grand rôle joué par la Suisse médiévale dans la pratique de l'arbitrage public » (« L'arbitrage en Dauphiné au Moyen Âge », *Revue d'histoire du droit français et étranger*, 1945-46, vol. 24/25, p. 232, note 2).

²² Poudret, *Coutumes et coutumiers...*, p. 327, 332.

²³ *Sources du droit du Canton de Genève* (ci-après : SDG), Émile Rivoire et Victor van Berchem, Aarau, H. R. Sauerländer et C^e, 1927-1935, 4 vol., t. 1, p. 223.

²⁴ SDG, t. 2, p. 249-254 (14 juin, 15 juillet, 18 septembre 1527) ; *Registres du Conseil de Genève*, Émile Rivoire, Victor van Berchem et Frédéric Gardy, Genève, 1900-1940, 13 vol., t. 10, p. 403 et note 2, p. 428 ; François Bonivard, *Chroniques de Genève*, éd. critique par Micheline Tripet, t. II (1505-1526), Genève, Droz, 2004, p. 294-295.

entamé est parachevé par l'adoption en 1529 d'un édit qui réorganise l'administration de la justice à Genève et la place sous la direction d'un Lieutenant. Fidèle au droit coutumier genevois et aux franchises, cet édit instaure une procédure orale, pour l'essentiel, et visant à abrégier la longueur des procès. Son article relatif aux « parolles injurieuses » permet ainsi la poursuite en justice de ce délit, mais ajoute un alinéa qui, en rappelant les valeurs de « paix » et d'« union », invite les parties à terminer leurs conflits autrement que par voie judiciaire²⁵. D'autres textes du début du XVI^e siècle insistent également sur la nécessité d'accorder les adversaires. Les statuts de la confrérie de Saint-Antoine de Padoue font ainsi obligation au prieur, lorsqu'il est confronté à un conflit entre les membres de la confrérie « de les acorder et fere boyre emsamble²⁶ ».

Dans une large mesure, les traditions instaurées avant la Réforme en matière de justice perdurent au-delà de la conversion de la ville. Au niveau législatif, le corpus des dispositions adoptées sous le régime réformé ne remet pas en cause le primat de l'arrangement amiable des différends dans les causes civiles et les affaires d'injures, mais tend plutôt à le renforcer et à le codifier davantage. Plusieurs édits investissent les magistrats et les officiers de la République (dizeniers, sautier, auditeur et secrétaire de la justice), du devoir de pacifier les conflits ou réglementent leur pratique en la matière²⁷. D'autres arrêts témoignent de la même tendance. L'édit qui devait conduire à la disparition des tavernes et à leur remplacement par des « abbayes », prévoyait qu'en cas de dissension entre les clients, les syndics devaient intervenir afin de les mettre d'accord²⁸. Les lois régissant les métiers, comme celui des imprimeurs, prescrivent que le maître « reprime ou appointe toutes noises qui seroyent pour s'esmouvoir²⁹ ». Mais ce sont surtout les Édits civils adoptés en 1568 qui donnent une véritable assise et une place centrale à la procédure de conciliation. Rédigés par une commission dont Germain Colladon, juriste français réfugié à Genève et proche de Jean Calvin, a été la cheville ouvrière, résultant d'un long travail de synthèse des sources du droit genevois, ces édits

²⁵ SDG, t. 2, p. 277 (28 novembre 1529) ; Barbara Roth-Lochner, *Messieurs de la justice et leur greffe. Aspects de la législation, de l'administration de la justice civile genevoise et du monde de la pratique sous l'Ancien Régime*, Genève, Société d'histoire et d'archéologie de Genève, 1992, p. 33-34.

²⁶ SDG, t. 2, p. 157 (12 juin 1502).

²⁷ SDG, t. 2, p. 415 (28 janvier 1543), t. 3, p. 17 (21 novembre 1553) ; p. 31 (2 juillet 1556), 190 (29 janvier 1568).

²⁸ SDG, t. 2, p. 480 (29 avril 1546).

²⁹ SDG, t. 3, p. 370 (10 mars – 10 mai 1580).

s'efforcent de respecter l'esprit général de ce droit et cherchent en particulier à créer les conditions pour que la justice puisse s'exercer dans des délais aussi brefs que possible. À cette fin, ils confient au Lieutenant de justice le pouvoir « d'imposer la paix » en cas d'injures ou de violence, et prévoient des peines pour ceux qui se rendraient coupables de rupture de cette paix ; ils tentent également de briser la dynamique de défense de l'honneur à l'origine de nombreux conflits, en précisant qu'il ne peut être reproché à personne d'avoir renoncé à poursuivre en justice l'auteur d'une injure ou d'une offense ; enfin, ils stipulent que « les parties comparoissans en jugement seront premierement admonestees par les juges, comme aussi elles adviseront entre elles, devant qu'entrer en procès et plaidoyeries, de chercher moiens amiables par leurs parentz ou amys, de vuidier et accorder amiablement leursdictz differentz, pour eviter molestes et despendz de proces³⁰ ». Si elle enregistre la pratique en vigueur, cette disposition constitue aussi une innovation, puisqu'elle rend la conciliation obligatoire comme première étape de tout procès civil³¹. Dès lors, elle fonde une longue tradition dont les commentateurs genevois feront l'apologie jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, en soulignant que la procédure de conciliation légalisée par les Édits civils de 1568 permet de réduire notablement le nombre de procès, d'abrèger effectivement leur durée et d'éteindre le ressentiment entre les parties³².

Dans la pratique, on constate que les magistrats genevois dirigent et prennent en charge, en partie, des procédures de conciliation avant l'adoption des Édits civils. Il n'y a sur ce plan pas de rupture entre l'époque de l'émancipation politique de la ville, où le gouvernement fonctionnait comme « Conseil de Paix », et celle qui suit la conversion de Genève à la Réforme et la réorganisation de ses institutions dans les années 1540³³. Les modalités qu'ils mettent en application

³⁰ SDG, t. 3, p. 178, 189-191 (29 janvier 1568). Cette disposition est reprise par les « Edictz de l'abreviation de la justice » adoptés le 24 mars 1584 (*Ibid.*, p. 401).

³¹ Erich-Hans Kaden, *Le juriconsulte Germain Colladon ami de Jean Calvin et de Théodore de Bèze*, Genève, Georg et Cie, 1974, p. 111-114.

³² Gottfried Partsch, « Jean Cramer et son précis de l'histoire du droit genevois (1761) », in *Bulletin de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève*, 1964, vol. 13, p. 46-47 ; Bibliothèque Publique et Universitaire, Mss Cramer 146, p. 47-48 ; [Jean-Pierre Sartoris], *Éléments de la procédure criminelle. Suivant les ordonnances de France, les Constitutions de Savoie, et les Édits de Genève*, Amsterdam [Genève], 1773, p. 108, note 34, p. 335-336 ; François-André Naville, *État civil de Genève*, Genève, chez Barde, Manget et Comp., 1790, p. 80-82, 100-116 ; Roth-Lochner, *Messieurs de la justice...*, p. 54-55.

³³ Les registres officiels témoignent de nombreuses procédures de conciliation dans des litiges civils ou d'apaisement des conflits entre adversaires politiques : Archives d'État

sont en revanche beaucoup plus difficiles à cerner. Dans une certaine mesure, la description méthodique de ces modalités est d'ailleurs vouée à l'échec. À tous les stades du déroulement d'une conciliation, ce n'est en effet pas la rigueur d'une procédure écrite qui prévaut, mais la souplesse, guidée par l'habitude d'interpréter et d'adapter un savoir-faire coutumier aux circonstances de chaque cas particulier³⁴. Les quelques dispositions du droit écrit relatives à cette matière ne définissent pas des règles rigides, mais plutôt un cadre général. Une tentative de reconstruction quelque peu systématique de ces procédures ne peut donc être menée à bien qu'en gardant à l'esprit que la réalité des pratiques en ce domaine se plie mal à des catégories étroitement définies.

On peut en premier lieu tenter d'identifier la nature des conflits qui font l'objet de conciliation de la part des magistrats³⁵. Il s'agit essentiellement de causes qui relèvent du droit privé. Le gros des affaires est constitué par des litiges concernant les biens et plus particulièrement la propriété, l'usufruit, le partage, ou encore l'entretien de biens immobiliers, le droit successoral ainsi que le droit du commerce et des obligations en général. Mais les magistrats interviennent également dans un certain nombre de conflits sociaux noués autour de violences verbales ou physiques et de querelles familiales ; la plupart de ces dernières ont pour cadre le droit matrimonial ; d'autres sont suscitées par la dissipation du patrimoine familial par le mari ou l'un des enfants, ou s'expriment par la séparation volontaire des époux. Au total, le « territoire » de la conciliation menée par les magistrats couvre avant tout le domaine du droit civil et celui des petites violences : « soufflets », « batteries » sans grande gravité ; injures, outrages, diffamations, qui à Genève ressortissent du « petit criminel » et appartiennent au civil³⁶. Conformément à l'évolution de l'arbitrage à la fin

de Genève (ci-après AEG), R.C. 31, fol. 50 (31 août), 52 v° (4 septembre), 71 v° (12 septembre), 80 (26 octobre), 86 (6 novembre), 129 (10 décembre 1537) ; R.C. 32, fol. 278 (17 janvier 1539) ; R.C. 33, fol. 71 v° (4 avril), 335 (7 novembre 1539) ; R.C. 34, fol. 71 (1^{er} février), 74 (3 février), 87-88 (8 février), 149-152 (24 mars), 163 (30 mars 1540) ; R.C. 35, fol. 1 (7 janvier 1541).

³⁴ Cette souplesse est notamment observée par Castan, *Justice et répression...*, p. 49 ; Hindle « The Keeping of the Public Peace... », p. 236-237 ; Janeau « L'arbitrage en Dauphiné... », p. 259 ; Sharpe « "Such disagreement..." », p. 184.

³⁵ Cette évaluation repose sur le premier registre des particuliers : « Le livre de choses particulieres concernant les faitz des particulier en conseilz de nous tresredoubtez Seigneurs de Geneve », AEG, R.C. Part I [1543-1545] qui rassemble de nombreuses procédures de conciliation. D'autres sont enregistrées dans les registres ordinaires (AEG, R.C.) du Petit Conseil de la ville.

³⁶ Roth-Lochner, *Messieurs de la justice...*, p. 71.

du Moyen Âge, les affaires relevant du droit pénal échappent à Genève en principe à la sphère de la conciliation³⁷.

La procédure débute généralement à la sollicitation des parties qui informent du litige oralement ou par le biais d'une « supplication » écrite. Lorsque les parties se présentent en exigeant que justice leur soit rendue, les magistrats commencent dans certains cas par évaluer les chances d'apaiser le conflit par voie amiable. La conciliation n'est donc pas systématique, mais elle semble primer quand les conditions paraissent s'y prêter. Une femme maintenant son exigence de réparation d'une injure, les magistrats renoncent par exemple à imposer la voie amiable et lui concèdent le droit de poursuivre sa cause devant le Lieutenant de justice³⁸. En revanche, dans une autre cause de même nature, ils arrêtent, après avoir entendu les plaintes des adversaires, de « les induyre à appointe[r] » et de ne les autoriser à conduire un procès que si l'appointement échoue³⁹. Il y a des circonstances qui favorisent l'option amiable. Dans les querelles qui divisent les familles, les magistrats exhortent les parties avec plus de vigueur à consentir à un arrangement⁴⁰. Clairement, il s'agit alors non seulement de contribuer à l'émergence d'une solution au conflit, mais également de remédier au scandale que constituent les dissensions graves au sein des familles. De même, la nécessité d'apaiser paraît plus pressante lorsque les parties impliquées sont plus connues ou plus proches des familles dirigeantes. Le Conseil de la ville se fixe ainsi pour objectif de concilier les héritiers des familles Bandières et Sept pour la raison que « les deux peres desdits enfans estoyent bons genevoysans⁴¹ ». On remarquera également que la conciliation est recherchée non seulement en première instance, mais à chaque étape de la procédure jusqu'en dernière instance⁴². Lorsque les magistrats imposent la conciliation, ce n'est pas en faisant appel à une disposition de droit, mais en

³⁷ H. Janeau confirme, pour le Dauphiné, cette évolution que constate toute l'historiographie. Il note en effet que « la décadence de la justice privée, le progrès de la théorie du délit public va soustraire à l'arbitrage la plupart des actions pénales. En pareil cas, le compromis ne pourra porter que sur l'objet propre de l'action civile : sur les dommages aux personnes et aux biens, que l'arbitre évaluera pour fixer équitablement l'indemnité compensatrice » (« L'arbitrage en Dauphiné... », p. 243-244).

³⁸ AEG, R.C. Part. 1, fol. 163 (2 juin 1544).

³⁹ AEG, R.C. Part. 1, fol. 176 v°-177 (23 juillet 1543).

⁴⁰ AEG, R.C. Part. 1, fol. 171 (4 juillet 1544).

⁴¹ AEG, R.C. Part. 1, fol. 214 (21 octobre 1544).

⁴² Voir par exemple les différentes étapes de l'affaire opposant François Bonivard à Thomas Vandel : AEG, R.C. Part. 1, fol. 76 v°-77 (23 juillet), fol. 78 (27 juillet), fol. 79 v° (31 juillet), fol. 80 (3 août 1544). Sur la pratique de la conciliation jusqu'en dernière instance au XVIII^e siècle, voir Naville, *État civil de Genève...*, p. 110-113.

fondant leur intervention sur la responsabilité qui incombe aux chrétiens de réconcilier les ennemis : « c'est ouvre charitable de mecstre les gens en bon accord », soulignent-ils ainsi à une occasion⁴³. S'adressant alors aux parties, ils les invitent instamment « de vouloir condescendre a aucungs appoyementz » ou d'accepter un arrangement amiable « afin qu'[elles] puyssent demoré en bonne paex⁴⁴ ». Il arrive aussi régulièrement que l'initiative de la conciliation revienne aux parties elles-mêmes, qui prient par exemple de « s[o]mmayement appoyenter », de « voir l'affaire amyablement », de « mectre en paix » ou demandent que les magistrats désignent des gens de bien capables de les amener à un accord⁴⁵. Même si, au cas par cas, s'expriment des oppositions aux exhortations des magistrats en faveur de la conciliation, leur action pacificatrice s'appuie donc bien sur un consensus social.

Si le principe de la conciliation est accepté, elle peut être mise en œuvre sur-le-champ. Mais souvent, la procédure avance par la désignation d'arbitres, que l'on appelle parfois aussi « paisans⁴⁶ ». Deux cas de figure se présentent à ce stade. Soit la désignation des arbitres est laissée à la liberté des parties : pour accorder les héritiers de Claude Bernard et Pierre Dorsières, les magistrats leur recommandent ainsi « qui pregent de gens comme ilz verront leurs estre les plus commode⁴⁷ ». Soit les arbitres sont élus par les magistrats eux-mêmes. Selon les affaires, leur nombre peut varier d'une seule personne qui examine les prétentions des parties, à cinq personnes : dans ce cas, les arbitres négocient en présence d'un surarbitre – qu'on appelle également « superarbitre » ou « moyen » – dont la présence permet, en cas de besoin, de constituer une majorité⁴⁸. Parfois on laisse le choix des arbitres aux parties et on leur impose un surarbitre⁴⁹. Quel que soit le cas de figure, arbitres et surarbitres sont régulièrement recrutés parmi les représentants des institutions civiles genevoises. Bon nombre de membres du Petit Conseil assurent ainsi des arbitrages ; à leurs côtés, on rencontre aussi le capitaine général de la ville, le procureur général, le trésorier, le procureur de l'hôpital, des officiers de justice. Certains

⁴³ AEG, R.C. 33, fol. 71 v° (4 avril 1539).

⁴⁴ AEG, R.C. Part. 1, fol. 42 (19 avril 1543) ; R.C. 34, fol. 149 v° (24 mars 1540).

⁴⁵ AEG, R.C. Part. 1, fol. 6, 6 v°, (7 février 1543), 175 (17 juillet 1544).

⁴⁶ AEG, R.C. 31, fol. 86.

⁴⁷ AEG, R.C. Part. 1, fol. 172 (7 juillet 1544).

⁴⁸ AEG, R.C. Part. 1, fol. 23, 59 v°, 176 v°, 177 v°, 178 v°. Voir à ce sujet : Poudret, « Deux aspects de l'arbitrage... », p. 6 et note 13 ; Janeau, « L'arbitrage en Dauphiné... », p. 245-252. Sur cette pratique dans la région, voir aussi Gabriel Olivier l'aîné, *Cours ou explication du coutumier du pays de Vaud*, Lausanne, chez Frederich Gentil, 1708, p. 169.

⁴⁹ AEG, R.C. 39, fol. 17 v° (22 octobre 1544).

magistrats paraissent acquérir une compétence particulière en la matière. La majorité d'entre eux sont cependant amenés une fois ou l'autre à intervenir dans un litige en qualité d'arbitre : parmi la vingtaine de magistrats désignés comme tels en 1543 et 1544, la plupart le sont entre une et cinq fois ; le conseiller Claude Roset assume cette tâche au moins huit fois, tandis que son collègue Domaine d'Arlod l'assume au moins dix-sept fois avant de devenir syndic⁵⁰. Prise en charge collectivement, l'activité de conciliation conduit les magistrats genevois à passer sans cesse de leur statut officiel, et plus particulièrement pour les membres du Petit Conseil, de leur statut de juges, à celui d'arbitres. Elle implique donc que l'activité régulatrice des magistrats considérée dans son entier s'inscrit alternativement dans un cadre judiciaire ou parajudiciaire. Dans leur rôle d'arbitres, les représentants de la République côtoient également d'autres figures qui ne sont pas investies de charges civiles officielles, notamment des ministres, comme Jean Calvin. La pratique confirme donc la grande variété des conciliateurs qui peuvent être à disposition des parties en conflit. Des critères d'autorité, de compétence, mais aussi de proximité avec les parties président vraisemblablement à la composition des commissions d'arbitrage⁵¹.

La désignation des arbitres s'accompagne souvent de la fixation d'un délai – relativement court (quinze jours) – dans lequel les parties doivent être accordées, faute de quoi l'affaire est renvoyée devant la justice. Les parties avec leurs arbitres se réunissent en général à la taverne et présentent ensuite leur accord – lorsqu'ils sont parvenus à en faire émerger un – au Petit Conseil afin d'en faire entériner les dispositions. Le procès-verbal qui homologue l'accord souligne alors fréquemment que celui-ci ne propose pas seulement le règlement de l'objet du litige, mais qu'il comporte également une dimension morale et sociale : les parties l'acceptent, rappelle-t-il, « afin que paix soit entre [elles] » ou simplement « pour bien de paex⁵² ». Différentes formes de garanties peuvent venir consolider cet accord. Certains procès-verbaux soumettent son respect à amende ou à l'obligation pour la partie qui le rompt de supporter les frais engendrés par le fait que les arbitres ont mené la négociation à la taverne⁵³. À ces garanties pécuniaires

⁵⁰ AEG, R.C. Part. 1.

⁵¹ François-André Naville souligne pour le XVIII^e siècle, qu'« à Genève, les Juges ne sont pas les seuls, mais bien les plus respectables conciliateurs des différends » (*État civil de Genève...*, p. 100).

⁵² AEG, R.C. 31, fol. 80 v^o (26 octobre 1537) ; RC 34, fol. 152 (24 mars 1540).

⁵³ AEG, R.C. Part. 1, fol. 4 (13 février 1543), fol. 177 (4 juillet), fol. 185 (21 août 1544).

s'ajoutent – en particulier dans le cas des conflits à forte charge affective – la ritualisation de la réconciliation des parties, qui comprend en général le pardon mutuel, le serment d'oublier les causes du conflit et de vivre à l'avenir en paix, ainsi que le baiser ou la poignée de main, qui concluent le rituel en scellant le rétablissement de rapports de confiance et de réciprocité entre les parties. Selon la gravité du conflit ou la résonance qu'il a connue dans la rumeur publique, des modalités rituelles destinées à solenniser le rétablissement de la paix peuvent être mises en œuvre, comme la célébration d'un banquet ou l'annonce de la réconciliation au son du tambour⁵⁴.

Par bien des aspects, le territoire de la conciliation devant les magistrats recoupe celui des interventions du consistoire. Entre 1542 et 1548, le contingent le plus important des conflits dans lesquels intervient le tribunal ecclésiastique est constitué par les querelles familiales, et parmi celles-ci, ce sont les dissensions entre époux qui sont nettement les plus nombreuses⁵⁵. Sans cesse défilent les affaires de violence conjugale – parfois graves – ainsi que les couples convoqués parce qu'ils vivent séparés. Mais le consistoire a également à connaître un nombre important de conflits conjugaux faisant suite à des cas d'adultère, à des injures échangées entre les époux, à la dissipation des biens du ménage par l'un des partenaires ou à l'ivrognerie du mari, plus rarement de l'épouse. Les conflits familiaux, le plus fréquemment à l'intérieur des fratries et entre parents et enfants mariés, comprennent aussi beaucoup de violences verbales et les violences corporelles n'y sont pas exceptionnelles ; ce groupe se distingue cependant surtout par l'importance qu'y prend l'ensemble des litiges suscités par la transmission du patrimoine et par l'interprétation des clauses testamentaires impliquant des obligations pour les survivants, telles que le versement de pensions. Souvent étroitement imbriqués dans les dissensions de cette nature, les contentieux matrimoniaux représentent un registre de conflits à peu près aussi important que celui des conflits

⁵⁴ Ces réconciliations solennelles mettent généralement un terme – souvent provisoire – aux conflits politiques qui secouent l'actualité genevoise à intervalles réguliers durant la première moitié du XVI^e siècle : *Registres du Conseil...*, t. 12, p. 249-251 (30 mars, 1533), t. 13, p. 429-430 (6 février 1536) ; AEG, R.C. 32, fol. 278 v^o (17 janvier 1539) ; R.C. 43, fol. 267 v^o (18 décembre 1548).

⁵⁵ Ces estimations reposent sur les volumes des registres du consistoire publiés à ce jour sous la dir. de R. M. Kingdon (*Registres du Consistoire de Genève au temps de Calvin*, publ. par T. A. Lambert et alii, t. 1 [1542-1544], t. 2 [1545-1546], t. 3 [1547-1548], Genève, Droz, 1996-2004). Pour comparaison, voir les chiffres établis par William G. Naphy, *Calvin and the Consolidation of the Genevan Reformation*, Manchester, New York, Manchester University Press, 1994, p. 108-109).

familiaux. Le troisième groupe est constitué par les conflits sociaux, parmi lesquels on distingue une série non négligeable de confrontations entre voisins ainsi qu'entre femmes. Ces affaires sont en général presque aussi nombreuses que les querelles conjugales. Elles concernent en large majorité le registre étendu des atteintes à l'honneur, calomnies ou injures, qui flétrissent l'adversaire en lui imputant méchanceté, paillardise, sorcellerie, ivrognerie, vol et trahison. Ce groupe comporte encore des violences qui vont jusqu'à la blessure grave, ainsi que des affaires relevant du droit du commerce et des obligations.

Ces observations permettent de constater que l'activité conciliatrice des institutions civiles et ecclésiastiques s'exerce dans des conflits de nature similaire et qui correspondent globalement au champ couvert par le droit civil⁵⁶. Il n'y a pas, à l'intérieur de ce champ, de sphère de compétence appartenant exclusivement à l'une ou à l'autre de ces institutions. On note néanmoins qu'il y a des domaines privilégiés. Si le Petit Conseil intervient à bien des reprises dans des querelles conjugales, souvent d'ailleurs à l'instigation du consistoire, celles-ci apparaissent cependant comme appartenant plus spécifiquement au ressort du consistoire. En ce qui concerne les tensions sociales qui se manifestent par l'injure et les violences corporelles mineures, le consistoire considère également qu'elles sont de sa juridiction, mais il n'y a pas ici de répartition des tâches qui soit clairement repérable : il arrive que des causes de cet ordre soient traitées seulement par le Petit Conseil, parfois parce que certaines parties refusent de reconnaître cette juridiction au consistoire. Dans les affaires matrimoniales, l'échec fréquent des tentatives de conciliation conduit progressivement le tribunal ecclésiastique à renoncer à cette voie et à se comporter en instance d'instruction des causes, au sujet desquelles la décision est renvoyée au Petit Conseil, quitte à lui demander de tenter lui-même d'accorder les parties. La pratique fait en l'occurrence émerger un partage implicite des modalités d'intervention, que les circonstances peuvent cependant conduire à remettre en cause⁵⁷. Il en va de même pour les conflits sur les biens dont le règlement revient normalement, comme on l'a vu, au Petit Conseil. La ligne de conduite ordinaire du consistoire sur ce point consiste à recommander aux parties de porter leur

⁵⁶ Le domaine du droit pénal échappe à la juridiction du consistoire. La question ne fait pas de doute du point de vue de l'organe ecclésiastique qui note par exemple, dans une affaire de vol, que « s'est matière pour Monsieur le Lieutenent et non consistoriale » et renvoie par conséquent l'affaire devant la justice (*Registres du Consistoire...*, t. 2, p. 100-101 [22 décembre 1545]).

⁵⁷ Seeger, *Nullité de mariage...*, p. 260-262, 284-285.

différend devant la juridiction civile. Là encore domine toutefois un principe de souplesse, le consistoire n'hésitant pas dans certains cas à promouvoir un arrangement de la dimension matérielle⁵⁸. La comparaison du travail de conciliation réalisé par les institutions de l'État et de l'Église à Genève confirme donc qu'il serait impropre d'analyser le consistoire comme « auxiliaire » du Petit Conseil dans le traitement des litiges relevant globalement du droit civil. L'examen des pratiques conduit davantage à porter l'attention d'une part sur les stratégies qui amènent les parties à solliciter selon leur besoin ou leur situation plutôt telle institution que telle autre, et sur les formes de collaboration qu'instaurent ces institutions afin de renforcer leur action et de pallier aux échecs qu'elles subissent dans leurs entreprises respectives de régulation des litiges et d'apaisement des tensions sociales. Une unité profonde d'esprit et de visée soude l'action conciliatrice de ces institutions : de part et d'autre, il s'agit d'œuvrer à la substitution d'une dynamique de confrontation par une dynamique de pacification, en abrégant les procès pour éviter qu'ils n'entretiennent les haines et en poussant les parties à la concession au nom de la paix. Le consistoire ne témoigne-t-il pas de cette unité lorsqu'il exhorte des adversaires à s'accorder amiablement afin que leur cause « demorat ici sans aller ne proceder plus outres⁵⁹ » ? Il adhère ainsi à l'idée, centrale dans les dispositions légales favorisant la conciliation, que la voie amiable permet l'extinction rapide des procédures et constitue par là un instrument d'apaisement social.

L'analyse des méthodes de conciliation mises en application par le consistoire amène à de semblables conclusions. On notera que la malléabilité de la procédure, que l'on constate dans la pratique Petit Conseil, prévaut également devant le tribunal ecclésiastique⁶⁰. En règle générale, celui-ci commence par s'informer de l'affaire en interrogeant et en confrontant les parties. Lorsque l'une d'elle n'est pas présente, elle est convoquée pour une séance ultérieure. La procédure demeure pour l'essentiel orale, comme devant les autorités civiles. Rapidement, souvent dès la séance où l'affaire est introduite, le consistoire s'efforce d'induire les parties à transiger sur-le-champ en multipliant, avec des formules très proches de celles qu'emploie le Petit Conseil, les exhortations à la paix et au pardon, voire en recourant à la

⁵⁸ *Registres du Consistoire...*, t. 1, p. 267 (1^{er} novembre 1543), p. 341 (27 mars), p. 346 (3 avril), p. 352 (8 avril), p. 359 (10 avril 1544) ; t. 2, p. 64 (5 novembre 1545), p. 304 (14 octobre 1546).

⁵⁹ *Registres du Consistoire...*, t. 2, p. 245 (10 juin 1546).

⁶⁰ Seeger, *Nullité de mariage...*, p. 239, 246, 270.

menace de sanctions, que ce soit l'interdiction de participer à la cène ou le renvoi de l'affaire devant la justice civile. Quand la conciliation ne peut être obtenue immédiatement, le consistoire procède souvent par voie d'arbitrage. Il délègue alors l'affaire soit de façon vague à des « gens de bien⁶¹ » dont il laisse l'élection aux parties, soit en désignant lui-même les arbitres. Dans ce cas, il les choisit en son sein, de même que le Petit Conseil mandate certains de ses membres à cette fin. Les commissions qui sont formées sont généralement composées de deux ou trois personnes ; elles peuvent inclure un surarbitre et elles reflètent la composition du consistoire puisqu'elles comprennent des ministres comme des anciens⁶². Elles ont pour charge de rapporter le résultat de leur démarche. Bien qu'elle implique parfois la formulation de compromis complexes combinant des solutions à la fois matérielles et symboliques⁶³, l'action conciliatrice du consistoire vise avant tout au rétablissement de relations ordonnées entre les parties et à l'apaisement des passions enflammées par le conflit. La réconciliation que recherche le consistoire passe ainsi en particulier par la restauration des rapports d'obéissance au sein des familles, entre enfants et parents ou entre époux, par la modération du recours à la violence, qui apparaît souvent au père de famille comme une voie légitime par le biais de laquelle s'exerce son autorité⁶⁴, et par la réparation de l'honneur bafoué. Le travail de pacification du consistoire compte également beaucoup sur la ritualisation des réconciliations afin de marquer, par la poignée de main ou le baiser de paix et par le serment, le retour à des rapports empreints de charité, de réciprocité et de confiance. La plupart de ces rituels sont accomplis durant les séances du consistoire, mais bon nombre d'entre eux ont également lieu, en particulier avant les célébrations de la cène, en public, à la sortie des sermons. Ils attestent ainsi devant la collectivité qu'il a été mis fin à des dissensions particulièrement graves, qui avaient scandalisé la communauté.

Tout compte fait, l'action pacificatrice du consistoire transpose sur le terrain ecclésiastique les méthodes qu'emploie le Petit Conseil.

⁶¹ *Registres du Consistoire...*, t. 1, p. 48 (27 avril 1542) ; t. 3, p. 153 (21 juillet 1547).

⁶² *Registres du Consistoire...*, t. 1, p. 19 (23 mars), p. 73-74 (26 mai 1542), p. 384 (26 juin 1544) ; t. 2, p. 217 (29 avril), p. 330 (18 novembre 1546) ; t. 3, p. 79 (21 avril 1547).

⁶³ Pierre Vernaz et son fils se réconcilient ainsi au prix d'un arrangement qui oblige le fils à la fois à tenir un livre de comptes et à crier merci à son père (*Registres du Consistoire...*, t. 2, p. 64 [5 novembre 1545]).

⁶⁴ Voir les cas de maris revendiquant le droit de battre leur épouse afin de la corriger : *Registres du Consistoire...*, t. 1, p. 286 (18 décembre 1543) ; t. 2, p. 54 (22 octobre 1545), p. 128 (21 janvier 1546) ; t. 3, p. 226 (20 octobre 1547).

Des différences existent : le pardon mutuel occupe une place plus importante dans les réconciliations que dirige le tribunal de l'Église, l'impératif du rétablissement de la concorde sociale avant les célébrations de la communion y est plus pressant, bien qu'il ne soit pas absent des préoccupations qui motivent les magistrats⁶⁵, le recours aux rituels publics de réconciliation y est plus régulier. Au mieux ces différences trahissent-elles une orientation spécifique du consistoire. L'objet de son intervention, qui détermine cette orientation, c'est bien de conduire les chrétiens à renoncer à la passion de l'amour-propre, qui, aux yeux du consistoire, gît à la source de toutes les dynamiques conflictuelles et rend les fidèles incapables de percevoir le don spirituel du salut dont la communion atteste la promesse. Cette dimension mise à part, c'est davantage la cohérence de l'ensemble de l'action pacificatrice menée par les instances ecclésiastiques et civiles et des méthodes qu'elles utilisent que les spécificités qui frappent.

En ce sens, l'institution du consistoire, loin d'engendrer une rupture avec les formes culturellement partagées de la régulation des conflits dans la société genevoise de la première moitié du XVI^e siècle, étend en réalité l'éventail des instances de conciliation à la disposition des parties. Tout porte à considérer que le consistoire s'insère dans les mécanismes de régulation existants pour y occuper une fonction comparable à celle du Petit Conseil. Il prend place dans une structure à l'intérieur de laquelle il apparaît dans bien des cas, de même que le Petit Conseil, comme un organe de deuxième instance. Y sont portées les causes dans lesquelles une forme de médiation sociale, non institutionnelle, s'est avérée inefficace. De nombreux témoignages indiquent en effet que les parties font très fréquemment appel de façon spontanée aux membres de leur famille, à leurs voisins ou simplement à des « gens de bien » afin qu'ils interviennent dans leurs différends en les rassemblant à la taverne pour tenter de dégager un compromis ou apaiser les animosités : telle affaire parvient en consistoire parce qu'au moment où les arbitres s'efforçaient de rétablir l'entente entre les parties, l'une d'elles reprend ses injures de plus belle ; dans telle autre, l'inquiétude du tribunal ecclésiastique est dissipée, parce que les parties assurent que des gens de bien « se mellèrent » de leur querelle de telle manière qu'elles sont maintenant « de bon accord⁶⁶ ».

⁶⁵ AEG, R.C. 42, fol. 380 (22 décembre 1547).

⁶⁶ *Registres du Consistoire...*, t. 2, p. 355-356 (21 décembre 1546) et t. 3, p. 183 (1^{er} septembre 1547). Pour d'autres affaires comprenant des procédures non institutionnelles de conciliation : *Registres du Consistoire...*, t. 1, p. 48 (27 avril), p. 249 et 254 (28 et 30 août 1542), p. 308-309 (24 janvier), p. 310 (31 janvier), p. 314 (14 février), p. 341

La capacité du consistoire à intégrer les mécanismes et à assimiler les méthodes de la conciliation a sans doute contribué beaucoup à faciliter son acceptation dans la société genevoise, malgré les résistances qui lui ont été opposées⁶⁷. À moyen terme, l'institution du tribunal ecclésiastique a consolidé un système de prise en charge collective des conflits, qui se déploie à la fois en marge des institutions et en collaboration avec elles. L'activité de pacification exercée par le consistoire a ainsi donné davantage de poids à des pratiques reposant en grande partie sur le consentement des acteurs et caractérisées, notamment pour cette raison, par leur fragilité. De nombreuses réconciliations ne valent en effet que pour une courte durée et leurs acteurs en sont parfaitement conscients. Le secrétaire du consistoire ne note-t-il pas, en marge d'un procès-verbal enregistrant le rituel de réconciliation entre une mère et sa belle-fille : « Je ne sçay s'il durera⁶⁸ ». À long terme, il n'est cependant pas impossible que l'activité conciliatrice du consistoire ait suscité un processus inverse : son intervention systématique dans les conflits interpersonnels, le statut qu'il s'efforce progressivement d'acquérir, au nom de la nécessité de préparer la communauté à la célébration eucharistique comme instance centrale de médiation, vraisemblablement au détriment des pratiques sociales de la régulation, ont pu dessiner la voie d'un contrôle institutionnel renforcé sur ces pratiques. Vecteur d'un renforcement du pluralisme des formes de régulation des conflits dans un premier temps, le consistoire aurait ainsi constitué, dans un second temps, un facteur de rétrécissement de ce pluralisme.

(27 mars 1544) ; t. 2, p. 64 (5 novembre), p. 100-101 (22 décembre 1545), p. 183 (1^{er} avril), p. 271 (12 août 1546) ; t. 3, p. 79 et 127 (21 avril et 2 juin), p. 204-205 (22 septembre), p. 238 (17 novembre 1547). Les registres du Petit Conseil prouvent également les usages sociaux de la conciliation : ils rapportent par exemple au sujet du conflit entre deux frères que « le commung les az fayct appoienté » (AEG, R.C. 34, intercalé entre fol. 87 et fol. 88 [8 février 1540]).

⁶⁷ Formulée par Margo Todd à l'observation des communautés réformées écossaises, cette conclusion est également valable pour Genève (*The Culture of Protestantism...*, p. 231-232).

⁶⁸ *Registres du Consistoire...*, t. 2, p. 209 (22 avril 1546).

Le double jeu des auxiliaires de la justice dans les tumultes villageois : l'exemple des jurations en Lorraine du sud (XV^e-XVI^e siècles)

Jean-Claude Diedler

Ledict Colas Howat, commis disoit qu'on leur deffailloit de justice et aultres, qu'il ne sçait qui ilz sont, lesquelz disoient qu'il falloit créer ung autre maire et fut il derechef reporté en sa maison ; ung peu après vint entrer en sa maison ung sien serorge et un autre qui luy dirent : maire, vous ouyez que on vous demande la justice ; il la faut fournir soit à tort soit à droict ; si vous ne voulez parmettre que l'on gaige les trois hommes pour leur deffault du moins licencez votre lieutenant pour les faire gaiger, afin qu'on ne se plaigne de vous de faulte de justice ; à quoy entendant et craignant d'estre reprints, il sortist arrier de sa maison et alla il licencer son lieutenant pour fournir un doyen audict commis¹.

Daté de la fin du XVI^e siècle, ce rapport d'un maire de Moyemont² offre un instantané d'une justice rurale en difficulté sur les finages forestiers et montagneux du sud de la Lorraine. La plupart des auxiliaires locaux au service de la justice du chapitre de Saint-Dié s'y retrouvent selon des rapports hiérarchiques bien perceptibles. Le témoignage laisse aussi pressentir les réactions d'une communauté confrontée à un dysfonctionnement de sa justice seigneuriale, que les habitants ont eux-mêmes provoqué.

Les études sur les pratiques judiciaires sont en passe d'avoir épuisé la question du fonctionnement institutionnel³. Maintenant l'approche devra plutôt prendre en compte cette masse de population, majoritairement

¹ Archives départementales des Vosges (ci-après ADV), G 618, pc. 12 : information du 20 février 1584, fol. 4 v^o et 5.

² Vosges, ar. Épinal, c. Rambervillers. Moyemont est situé à 22 km au nord d'Épinal et à 8 km à l'ouest de Rambervillers.

³ Charles Emmanuel Dumont, *Justice criminelle des duchés de Lorraine, de Bar, du Bassigny et des Trois Évêchés*, Nancy, Imprimerie de Dard, 1848. Trois articles incontournables car très éclairants : Étienne Delcambre, « Les ducs et la noblesse lorraine : la